
Arménie : les espoirs des pro-européens douchés par la realpolitik d'Erevan

Par Mariam HAROUTIOUNIAN
armenews.com - 19/9/2013

EREVAN, 18 sept 2013 (AFP) - La décision de l'Arménie de rejoindre l'Union douanière menée par la Russie suscite la colère des pro-Européens, pour lesquels la "realpolitik" d'Erevan a eu raison des espoirs de modernisation et de démocratisation du pays.

Début septembre, de nombreux Arméniens ont été pris de court en apprenant que leur président, Serge Sarkissian, en visite à Moscou, avait accepté que son pays rejoigne l'Union douanière pour l'heure composée de la Russie, du Bélarus et du Kazakhstan.

Car après de longues négociations, l'Arménie, au côté de la Géorgie et de la Moldavie, devait sceller en novembre à Vilnius un accord de libre-échange avec l'UE, qui aurait constitué un premier pas vers une intégration future au bloc européen.

Ce revirement a poussé des Arméniens à descendre dans la rue.

"Nous sommes venus ici pour dire que nous ne le permettrons pas", a déclaré lors d'une récente manifestation Lusine Hovsepian, 34 ans.

"S'il faut choisir entre l'UE et cette union douanière, nous choisiront l'Europe, plus développée, plus démocratique".

Les préoccupations autour du territoire du Nagorny-Karabakh, région séparatiste d'Azerbaïdjan peuplée majoritairement d'Arméniens, et les pressions exercées par la Russie, allié dans la région de l'Arménie, semblent avoir eu raison des espoirs de rapprochement avec l'Europe.

Pressions de Moscou

"Il est clair que si on dépend de la Russie militairement, économiquement et politiquement (...), il est impossible de rejoindre une autre zone économique", a commenté Tatoul Hakobian, un analyste à la Fondation Civilitas, basée à Erevan.

L'Arménie dépend beaucoup de la Russie pour ses approvisionnements en armement, qu'elle considère comme vitaux pour maintenir l'équilibre face à l'Azerbaïdjan voisin, riche de son pétrole, sur la question du Nagorny-Karabakh.

Alors qu'Erevan se rapprochait de Bruxelles, Moscou a envoyé une série de messages sans équivoque à son allié, augmentant le prix du gaz livré à la petite république caucasienne et annonçant un énorme contrat de vente d'armes à Bakou.

"L'Arménie rejoint l'Union douanière non comme un partenaire à part entière mais comme un mendiant humilié et malheureux", a lancé récemment lors d'un meeting politique Levon Ter-Petrosian, qui fut le premier président arménien après l'indépendance du pays et est aujourd'hui un des chefs de file de l'opposition.

Le parti au pouvoir argue pour sa part que l'intégration à l'Union douanière, un projet soutenu par le président russe Vladimir Poutine qui

milite pour une intégration toujours plus étroite des pays de l'ex-URSS, fait sens.

"L'Arménie continue simplement d'approfondir ses liens avec un partenaire stratégique conformément à ses intérêts économiques et politiques", a déclaré à l'AFP le député Edouard Charmazanov.

L'Arménie, le plus proche allié de Moscou dans le Caucase, a une importante diaspora en Russie, dont les transferts d'argent vers le pays on atteint l'an dernier 1,5 milliard de dollars.

Selon le sociologue Gevorg Pogossian, c'est la raison pour laquelle 55% d'Arméniens sont en faveur de liens plus étroits avec la Russie.

"Vous n'avez pas besoin de visa pour vous rendre là-bas et il n'y a pas la barrière linguistique", dit-il. Beaucoup d'Arméniens parlent le russe, appris à l'époque soviétique.

"Le facteur décisif toutefois est que le bien-être d'un grand nombre de familles dépend de ces transferts d'argent", ajoute le sociologue.

"Un tel accord ne peut être dans les intérêts de l'Arménie car cela ne va pas nous aider à résoudre nos principaux problèmes : la corruption, les monopoles économiques et l'absence de concurrence politique", rétorque Armen Martirossian, du parti d'opposition Héritage libéral de l'Arménie.

"L'Arménie, en choisissant l'Union douanière plutôt que des accords avec l'UE, restera un pays d'oligarques et de monopoles comme la Russie", affirme-t-il.
